



LES FAMILLES INTERPELLENT LES CANDIDATS AUX ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES

La voix des familles

1.1 Quelle place accorderez-vous aux unions d'associations familiales chargées de représenter officiellement l'ensemble des familles, dans les différentes instances de décision ?

Réponse : la place d'experts en la matière

L'organisation territoriale

1.2 Entendez-vous faire évoluer la loi du 16 mars 2010 :

- ▶ Maintiendrez-vous l'échelon départemental ? Si oui, avec quels domaines d'attribution ?
- ▶ Comptez-vous rétablir la clause de compétence générale pour l'ensemble des échelons, ou, tout du moins, permettre l'intervention de plusieurs niveaux de collectivités territoriales pour financer en commun des réalisations dans le champ de la politique familiale et sociale ?

Réponse : point 1: la proximité des décideurs est importante, ses domaines d'attribution sont à définir en commun avec les usagers.

point 2: oui

1.3 Vous engagez-vous à faire inscrire dans la loi l'existence et les missions des Unions Régionales des Associations Familiales (URAF) ?



Réponse : non car il s'agit d'une fédération d'associations loi 1901

Les instances nationales

1.4 Êtes-vous d'accord pour que les travaux du HCF soient présentés une fois par an, lors d'une réunion de l'ensemble des membres à Matignon, sous la présidence du Premier ministre ?

Réponse : J'en prendrai connaissance avant de vous répondre

1.5 Vous engagez-vous à la nomination d'un ministre en charge de la famille ?

Réponse : Celà dépend du gouvernement en place et de ses objectifs

Les grands principes de la politique familiale

2.1 Partagez-vous cette analyse de l'UNAF sur les clés de réussite d'une politique familiale ?

Réponse : oui

2.2 Défendrez-vous les principes mentionnés : universalité, liberté de choix, pérennité ?

Réponse : oui

Des allocations familiales universelles et non imposées

2.3 Garantissez-vous que les allocations familiales resteront universelles et ne seront pas soumises à des conditions de ressources ?

Réponse : oui je garanti que je m'y emploierai



2.4 Les allocations familiales n'étant pas des revenus mais une compensation de charges, garantissez-vous qu'elles ne seront pas imposées ?

Réponse : oui

2.5 Êtes-vous favorable au maintien des allocations familiales au dernier enfant d'une fratrie ?

Réponse : oui

La réduction des déficits publics et le financement de la protection sociale

2.6 Quelles mesures allez-vous prendre pour réduire le déficit public ?

Réponse : réduire les gaspillages et notamment le temps d'immobilisation des bâtiments sans activité (plusieurs années pour les bâtiments de l'ancienne SEITA à Auch...), revoir l'obligation de passer par des bureaux d'étude pour toute action dans les communes et à un tarif outrancier, diminuer le nombre de députés, de sénateurs, lutter contre le cumul des mandats, harmoniser les interventions sur la voie publique,...

2.7 Plus précisément, en ce qui concerne le financement de la Sécurité sociale, modifierez-vous les sources et les niveaux de financement ?

Réponse : sources de revenu sur le principe de la CSG (assiette large incluant les revenus financiers et la robotisation, taux faible)

2.8 En ce qui concerne plus spécifiquement la « branche famille », vous engagez-vous :

- à mettre fin au transfert des dépenses au détriment de la « branche famille » ?
- à garantir le maintien du niveau de financement ?

Réponse : point 1 oui



point 2 je n'ai pas assez d'éléments actuellement pour vous répondre mais j'y serai attentive

Une fiscalité juste et équitable pour les familles

2.09 Prévoyez-vous une réforme fiscale ?

Réponse : oui

2.10 Si oui, comment la dimension familiale (situation conjugale et présence d'enfant(s)) sera-t-elle prise en compte pour chacun des impôts et prélèvements sociaux, notamment en ce qui concerne l'IR, la CSG, les impôts locaux, les éventuels « impôts verts » ?

Réponse : nombre de part égal au nombre de personne sans limite d'âge et quelle que soit la configuration de la famille

2.11 En particulier, en ce qui concerne l'IR :

- ▶ Prévoyez-vous une retenue à la source ?
- ▶ Maintiendrez-vous le quotient conjugal et le quotient familial ?
- ▶ Envisagez-vous de modifier le montant du plafond de la somme des déductions fiscales ?
- ▶ Envisagez-vous d'ajouter une (des) tranche(s) supplémentaire(s) ?

Réponse : je n'ai pas assez d'éléments pour vous répondre actuellement

2.12 Envisagez-vous d'instaurer une TVA sociale ? Si oui, selon quelles modalités ?

Réponse : non



Dépendance et handicap : soutenir les solidarités familiales

2.13 Quelles mesures comptez-vous prendre concernant la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées ?

Réponse : ce qui peut aller dans le sens de donner le plus d'autonomie possible le plus longtemps possible en développant plus encore l'aide à la personne et en aidant les familles financièrement, techniquement et psychologiquement

2.14 Quelles mesures comptez-vous prendre concernant la prise en charge, tout au long de la vie, des personnes en situation de handicap ?

Réponse : idem

2.15 Quelles actions souhaitez-vous mener pour une reconnaissance des « aidants familiaux » ? Quels dispositifs de soutien effectif vous engagez-vous à mettre en place ?

Réponse : oui, un statut social reconnu avec cotisations retraite et maladie prises en charge ainsi qu'une validation des acquis ayant une valeur sur le marché de l'emploi

2.16 Quels seront les financements de ces politiques ?

Réponse : financement solidaire par la sécurité sociale et les instances politiques de proximité après réforme de leurs financements

Le droit de la famille

3.1 Envisagez-vous des réformes en matière de droit de la famille ?

Notamment :

- ▶ Êtes-vous favorable au mariage de personnes de même sexe ?
- ▶ Comptez-vous réformer le PACS ? Quelle distinction comptez-vous maintenir entre le PACS et le mariage ?



- Envisagez-vous de réformer l'adoption ? Êtes-vous favorable à son accès aux couples de même sexe ?
- Envisagez-vous de créer un statut juridique du « tiers » ou du « beau-parent » ?

Réponse : Aucune distinction entre toutes les manières de fonder une famille. Joseph fût un "beau père" célèbre et Jésus n'a manqué de sa part ni d'amour ni d'attention. Le jugement appartient à Dieu et non à nous

3.2 Reviendrez-vous sur des dispositions adoptées dans la loi votée en 2011 sur la bioéthique ? Plus particulièrement, reviendrez-vous sur les conditions d'accès aux différentes techniques d'assistance médicale à la procréation (couple de sexe différent, vivant et en âge de procréer, dont l'infertilité est due à des raisons médicalement constatées) ? Autoriserez-vous la gestation pour autrui ?

Réponse : Le cas des mères porteuses est différent car l'enfant vit depuis sa conception donc je ne sais pas dans quelle mesure cela peut avoir des conséquences pour la mère et l'enfant. C'est à réfléchir.

Améliorer le pouvoir d'achat des familles

4.1 Quelles actions allez-vous mener pour lutter contre l'augmentation de ces dépenses qui affectent fortement le pouvoir d'achat des familles en difficulté et l'équilibre des enfants ?

Réponse : Concernant les bâtiments soutenir et promouvoir l'isolation et l'utilisation massive des énergies renouvelables en priorité pour les familles modestes; promouvoir la même démarche pour tous les lieux d'accueil et d'hébergement de ces familles et surtout avec elles! Revoir l'utilisation des livres scolaires, des équipements informatiques, des copies et cahiers; ne plus accepter le gaspillage de nourritures dans les restaurants collectifs ou non, Elysée y compris. Favoriser ce qui existait et qui n'avait entraîné aucun décé à savoir la relocalisation de la production de repas dans les cantines;...



4.2 Quelles sont vos propositions pour que les familles retrouvent du pouvoir d'achat ?

Réponse : Acheter les produits simples faits localement, reprendre le temps de cuisiner ou cuisiner en groupe. Cela peut redonner du travail localement et donc rendre du pouvoir d'achat. Revoir le montant et les conditions d'accès aux bourses d'études, revoir le montant des allocations familiales, faire plus simple!

4.3 Comment lutterez-vous contre l'érosion des prestations familiales ?

Réponse : financement par prélèvement sur tous les revenus hors allocations

Prévenir le surendettement

4.4 Pour lutter contre le surendettement, mettez-vous en place, au moyen de la loi, un registre national des crédits aux particuliers ?

Réponse : permettre l'émergence d'une loi reconnaissant la responsabilité des organismes prêteurs et leur condamnation pénale et civile forte, dissuasive, avec possibilité de se constituer partie civile pour les associations défendant l'intérêt des familles

Un accès à un logement décent et de qualité pour toutes les familles

4.5 Comment augmenterez-vous la production de logements à des coûts abordables pour les familles aux revenus modestes ?

Réponse : le livret A et la caisse des dépôts et consignation sont là pour cela. "j'avais froid et vous m'avez couvert"



4.6 Comment assurerez-vous une meilleure mobilité dans le parc de logement social existant afin de permettre aux familles d'accéder à un logement adapté à leurs besoins et à leurs capacités financières ?

Réponse : Prix du loyer en fonction des revenus et aides à l'accèsion à a propriété, encadrement du montant des loyers libres, fiscalisation des revenus des loyers intégrés à l'impôt sur le revenu.

4.7 Sur quels montants annuels d'engagements financiers de l'État (allocations logement et aides à la pierre) vous engagez-vous ?

Réponse :

Je n'ai encore pas d'indication a vous donner actuellement

Maîtriser les charges énergétiques

4.8 Quelle politique de tarification des énergies envisagez-vous ?

Réponse :

4.9 Quelle sera votre politique d'amélioration de la performance énergétique des logements ?

Réponse : Concernant les bâtiments soutenir et promouvoir l'isolation et l'utilisation massive des énergies renouvelables en priorité pour les familles modestes; promouvoir la même démarche pour tous les lieux d'accueil et d'hébergement de ces familles et surtout avec elles. Achat et utilisation d'éléments électroménager de classe énergétique A+, idem pour tous les logements, bâtiments scolaires, touristiques, administratifs inclus avec production d'eau chaude, pompes à chaleur et autres systèmes. Travail important de communication et d'apprentissage des bonnes pratiques



Améliorer l'accès aux soins

4.10 Quelles actions mènerez-vous pour que le reste à charge des dépenses de santé ne devienne pas un obstacle à l'accès aux soins ?

Réponse : présence des usagers à tous les niveaux décisionnels des tarifications des actes et des produits y compris et surtout en pharmacie. Limitation à 1 mandat par usager. Publication du compte rendu des réunions décisionnelles, voies de recours possibles.

4.11 Pensez-vous que ces dispositions sont à la hauteur des enjeux ?

Réponse : oui

4.12 Êtes-vous favorable à ce que les familles qui représentent les usagers à la CNAM participent à l'évaluation de cet engagement de la convention médicale ?

Réponse : oui mais pas seules, des usagers lambda doivent pouvoir être là

4.13 Si la situation de l'offre de soins en ambulatoire ne s'améliore pas, malgré le dispositif conventionnel, légiférerez-vous sur des mesures plus coercitives ? Lesquelles ?

Réponse : convaincre est mieux que sévir, s'accorder est mieux que convaincre

L'accompagnement des parents d'enfants en bas âge

4.14 Que ferez-vous pour renforcer les actions visant à soutenir les parents lors de la grossesse et après la naissance, notamment durant les semaines qui suivent le retour au domicile ?



Réponse : Je suis favorable à un congé paternel de même durée que le congé maternel (ce qui rééquilibrerait le déroulement de carrière pour les deux parents) afin que le père aussi prenne toute sa place auprès des enfants. C'est un bouleversement pour tous!

Investir pour la petite enfance

5.1 Combien de nouvelles places d'accueil, répondant aux besoins sur le territoire, vous engagez-vous à créer sous votre mandat ?

Réponse : Favorisation des crèches parentales. Les crèches sur les lieux de travail sont aussi à promouvoir car plus rentables pour les entreprises lorsque les employés sont près de leurs enfants; ils sont plus détendus et plus efficaces.

5.2 Vous engagez-vous à maintenir le même niveau de financement public actuel en matière d'investissement et de fonctionnement ?

Réponse : Si nous allons droit dans le mur il faudra bien étudier la question et voir pour chacun d'entre nous comment satisfaire les besoins et en pérenniser la viabilité. Je ne suis pas en dehors de ces efforts moi non plus

5.3 Selon vous, quelle instance doit piloter localement les politiques d'accueil du jeune enfant ?

Réponse : les instances politiques s'entourant des compétences locales dont vous faites partie

5.4 Maintiendrez-vous le congé parental de trois ans ? Plus largement, améliorerez-vous le congé parental ? Si oui, comment ? Avec quels financements ?

Réponse : Les enfants sont notre avenir à tous donc il est bon que les personnes qui mettent des enfants au monde, les élèvent et en



assurent la charge soient soutenus dans ces rôles. J'agirai en ce sens de toutes mes forces

Soutenir les parents

5.5 Quels sont vos objectifs en matière de soutien à la parentalité ?

Réponse : idem

5.6 Vous engagez-vous à maintenir, voire à renforcer, les financements consacrés aux dispositifs de soutien à la parentalité ?

Réponse : idem

5.7 Vous engagez-vous à garantir la pérennité de ces dispositifs par l'adoption d'une loi ?

Réponse : idem

5.8 Comment entendez-vous organiser la coordination locale de ces dispositifs ?

Réponse : dans la concertation et présidée par le politique

Autonomie financière des jeunes

5.09 Quelle politique globale de soutien financier des jeunes et de leur famille envisagez-vous ? Sur quels financements ?

Réponse :

Le travail est très formateur donc je favoriserai le travail en alternance avec rémunération et ouverture large au tutorat par des



personnes en fin de carrière et une formation dans les lycées professionnels comme classiques et les universités.

5.10 Envisagez-vous d'élargir les critères d'attribution des bourses et d'en augmenter le montant ?

Réponse : Revoir le montant et les conditions d'accès aux bourses d'études, revoir le montant des allocations familiales, faire plus simple!

5.11 Quelles actions mènerez-vous pour favoriser l'entrée des jeunes sur le marché du travail ?

Réponse : Favoriser le passage de relais entre la génération qui part et celle qui arrive avec un accès progressif dès les études.

Renforcer le lien entre famille et école

5.12 Dans votre projet pour l'École, que comptez-vous faire pour mieux garantir un rapprochement entre familles et école ?

Réponse :

Un accès à une éducation pour tous

5.13 Comment assurerez-vous un accès plus équitable à toutes les formations du secondaire ou aux formations supérieures, quelle que soit la filière ?

Réponse : par un crédit formation individuel sur toute la vie rassemblant les différentes sources de financement



Nom du candidat : Eliane Crépel

Formation politique :le Centre pour la France Mouvement Démocrate

Le cas échéant :

Département :Gers

Circonscription n° : 1

Contact UNAF : familles2012@unaf.fr

